Géopolitique. Entre Turquie et Azerbaïdjan, le corridor de Zangezur : un enjeu géopolitique ignoré en Europe

Category: 2020-2030, Actualités, Europe de l'Ouest, Maghreb - Moyen Orient 27 décembre 2024



Le corridor de Zangezur est un espace crucial à l'échelle de toute l'Eurasie. C'est par lui que doivent transiter les routes de l'énergie reliant le Moyen-Orient à l'Europe. Il attise de nombreuses convoitises mais demeure sous-estimé en Europe.

« Il jouait du piano debout, c'est peut-être un détail pour vous, mais pour moi ça veut dire beaucoup » chantait France Gall.

De même le corridor de <u>Zangezur</u> entre Arménie et Azerbaïdjan, dont nul ou presque, dans l'Union européenne et ses principaux pays-membres, ne sait grand-chose.

Pourtant, ce corridor veut dire autant pour l'avenir de la cruciale charnière intercontinentale Asie-Europe débouchant sur la mer Noire, que la guerre Russie-Ukraine, sur laquelle toute l'Europe, tout le monde atlantique, s'obnubilent à présent.

S'il est achevé, ce corridor de Zangezur reliera Kars en Turquie orientale à Bakou en Azerbaïdjan, passant par une bande de territoire arménien, le long de la frontière de l'Iran, à travers la province azérie-exclave du <u>Nakhitchevan</u>, que ce corridor arménien sépare justement du pays lui-même.

Corridor de Dantzig dans l'entre-deux-guerres mondiale... Corridor de Zangezur à présent... Toujours, des terres stratégiques. Un résultat inévitable : une situation de conflit émerge et s'aggrave. Dans le cas présent, d'autant plus que les enjeux sont majeurs :

Pour R. T. Erdogan, ouvrir ce corridor est un impératif du panturquisme ; aller droit par l'autoroute et le train, sans obstacle (chrétien, en plus), d'Ankara à Bakou, c'est l'accès direct aux « Stans » d'Asie centrale, tous turcophones (sauf le Tadjikistan) ; l'émergence d'un « Turkestan » demain rassemblé, des limites de l'Europe à celles de la Chine

Pour l'Azerbaïdjan, perspective immense, ce corridor réalisé l'installe au carrefour des deux cruciales connexions économiques eurasiatiques : Nord-Sud et Est-Ouest. À terme, la voie ferrée directe + autoroute <u>Kars-Bakou</u> en ouvre une autre, plus stratégique encore, unissant la Russie à l'Inde ; bien plus courte, donc moins cher, que toute autre à travers l'Asie centrale. La circulation directe des conteneurs Russie-Azerbaïdjan ; de là jusqu'à Mumbai (Bombay) via l'océan Indien est le rêve des pays en cause.

La Chine aussi surveille la situation : que Zangezur s'ouvre, raccourcirait et accélèrerait ses « Routes de la Soie ».

Obstacle majeur cependant, l'Iran, que le corridor de Zangezur couperait de l'Arménie. Quelle importance, diront les âmes simples. L'Azerbaïdjan, antique terre zoroastrienne (Azer = feu en Perse) – Azerbaïdjan, pays du feu et ses temples où brûle l'éternelle flamme du naphte de son sous-sol ? Pays musulman, à 60% chi'ite ? Un allié évident pour l'Iran ? Non justement : l'Azerbaïdjan est pleinement dans l'orbite turque ; et de toujours, le chi'isme perse vit dans la révérence du christianisme arménien. Pour les chi'ites perses, sans exagérer, les Arméniens chrétiens sont un peuple-Christ aussi révéré que les Juifs pour les protestants américains.

Or là, déchirement pour Téhéran : le dernier tronçon du corridor Mourmansk – Moscou – Bakou – Mumbai, doit traverser tout l'Iran, de la Caspienne à l'océan Indien, jusqu'à son port de Chabahar. La voie ferrée Iran-Azerbaïdjan (Qazvin-Rasht-Astara) est la clé du corridor international de transport Nord-Sud (INSTC), raccordant Téhéran à l'immense grille commerciale de l'UEE (Union Économique eurasienne), suscitant maints bienfaits économiques, dont des exportations massives vers l'Asie centrale et la Russie.

Là cependant sont les soucis et espoirs de demain. Aujourd'hui, la guerre menace. Depuis novembre, l'état-major de Bakou et ses drones « *Bayraktar-TB2* » turcs reprennent la surveillance des positions arméniennes, au-dessus du Karabagh, au long des frontières arménienne et iranienne ; survolant bien sûr le corridor de Zangezur et le Nakhitchevan.

Des intérêts économiques immenses. Un étroit corridor au fin fond d'une Arménie fragilisée. Un Azerbaïdjan qui renforce sans cesse un arsenal turc, que son pétrole lui permet d'acheter. Des chefs d'État comme V. Poutine et R.T. Erdogan, adeptes de la géopolitique au long cours. L'OTAN et l'UE happées par l'Ukraine et désormais, par la Syrie. Une conjugaison bien tentante, quand même.

Xavier RAUFER
Revue CONFLITS

16/12/2024

Légende et source de la carte : L'Arménie et l'Azerbaïdjan (c) Wikipédia

Un héros silencieux (poème)

Category: 2020-2030, Actualités

27 décembre 2024



Nous partageons un poème de Jean-Baptiste TOMACHEVSKY, membre du conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre - 2ème collège (Opex) ONACVG de la Moselle, vice-président du Souvenir Français (Lorquin 57) et ancien combattant.

Gardien des silences, veilleur des nuits, Sous le poids du devoir, solitaire tu te tiens, Un fusil en main, un cœur en émoi, Face à l'innocence qui brûle dans leurs mains.

Deux bougies, deux âmes, reflet d'espoir, Dans ce monde troublé où la paix vacille, Un enfant lève les yeux, brûlant d'histoire, Cherchant dans tes traits l'écho d'un exil.

Tu es l'ombre, le rempart, l'invisible lumière, Pour eux, tu es plus qu'un soldat, tu es un homme, Un héros silencieux sous ta lourde armure, Qui protège leur avenir quand la nuit se fait sombre. Que les flammes vacillantes guident ton chemin, Que leurs regards d'enfants te rappellent demain. Car dans chaque souffle, dans chaque silence, C'est pour eux que tu portes l'uniforme en cadence.

Jean-Baptiste TOMACHEVSKY



Gaza : la difficile évaluation des pertes humaines

Category: 2020-2030, Actualités

27 décembre 2024



Les conflits actuels, notamment entre Israël et Gaza, sont marqués par des pertes humaines difficiles à quantifier précisément, souvent sources de désinformation et de polémiques. Les chiffres des victimes, contestés par les différentes parties, restent sujets à spéculation, malgré les efforts des organisations internationales pour établir une évaluation crédible.

Commentaire AASSDN : Les pertes humaines des pays engagés dans les conflits actuels sont sources de désinformation compte tenu de l'importance médiatique et stratégique qu'elles revêtent .

Entre la Russie et l'Ukraine, il est très difficile de connaître avec précision le nombre de morts, de blessés, de disparus et de prisonniers de chacune des armées.

A Gaza , sur ce territoire de 350 km2 peuplé de 2 millions d'habitants, combien de soldats israéliens ont été tués et blessés ? Seul Israël le sait avec certitude; mais combien de Gazaouis et comment distinguer les pertes des forces combattantes du Hamas des victimes civiles dites « collatérales » au sein de la population civile ? Israël conteste les chiffres donnés par le Hamas, mais n'autorise pas des organismes internationaux à venir les vérifier.

A ce jour on peut sans doute estimer à plusieurs centaines de milliers le nombre de soldats morts dans le conflit russo-ukrainien et à plusieurs dizaines de milliers le nombre de civils tués à Gaza.

Le nombre de morts à Gaza est source d'incertitude, de spéculation et de débats houleux. Depuis qu'Israël a déchaîné sa machine de guerre sur le territoire d'où le groupe militant Hamas a lancé sa frappe meurtrière du 7 octobre 2023, nous nous appuyons sur les données fournies par le ministère de la Santé de Gaza, dont le travail de comptage des morts lors des précédents cycles de conflit est considéré comme

précis, bien qu'il ne fasse pas de distinction entre combattants et civils. La plupart des organisations humanitaires, les Nations Unies elles-mêmes et les gouvernements amis d'Israël, y compris l'administration Biden, ont largement accepté les données rendues publiques comme la meilleure mesure de ce qui s'est déroulé au cours des 14 derniers mois.

Les responsables israéliens et leurs partisans à l'étranger se moquent des chiffres des victimes signalés à Gaza comme étant le produit gonflé des propagandistes du Hamas. Ils accusent le Hamas de s'être implanté dans les quartiers densément peuplés de Gaza. Mais la dévastation indéniable de Gaza et les centaines d'événements documentés faisant de nombreuses victimes racontent une histoire différente – une histoire que de nombreux groupes de surveillance et organisations de défense des droits de l'homme tentent d'étoffer plus en détail. (...)

Extrait article de **Ishaan THAROOR** avec **Kelsey BAKE**<u>The Washington Post</u>

15 décembre 2024

Source photo : Pixabay

Les nouveaux brouilleurs de la Force spatiale américaine

Category: 2020-2030, Actualités, Contre-espionnage, Renseignement, Technologies 27 décembre 2024



La Force spatiale américaine est sur le point de déployer son premier lot d'un nouveau brouilleur de communications par satellite au sol dans les mois à venir - conçu pour perturber les signaux des engins spatiaux ennemis.

Le *Space Operations Command* vient d'approuver les terminaux modulaires distants pour une mise en service initiale, a déclaré un porte-parole à Defense News mercredi, ajoutant que les brouilleurs seront entre les mains d'utilisateurs militaires sous peu.

La Force spatiale prévoit de déployer 11 systèmes dans le cadre de la première version, donnant aux unités une chance d'utiliser le système avant qu'il ne soit accepté pour les opérations. Le programme dispose d'un financement pour en construire environ 160, et le service prévoit en avoir besoin jusqu'à 200 dans les années à venir.

Pour lire la suite de l'article de Courtney ALBON, cliquez ICI

Courtney ALBON *

<u>Defense News</u> le 19 décembre 2024,

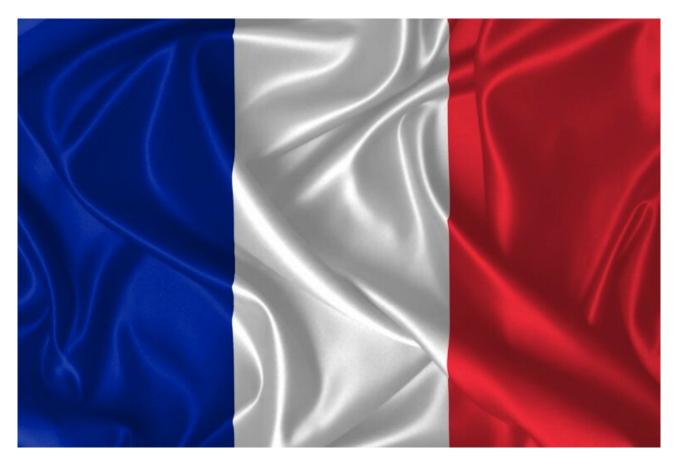
Courtney ALBON*

Elle est la journaliste spécialisée dans l'espace et les technologies émergentes pour C4ISRNET. Elle couvre l'armée américaine depuis 2012, en se concentrant sur l'armée de l'air et la force spatiale. Elle a fait des reportages sur certains des défis les plus importants du ministère de la Défense en matière d'acquisition, de budget et de politique

<u>Vidéo: "La France en faillite: scandale</u> d'État"

Category: 2020-2030, Actualités, Videos en ligne

27 décembre 2024



Dans cette nouvelle émission, Alain Juillet et Claude Médori reçoivent Marc Touati, économiste reconnu, pour analyser la situation actuelle de l'économie française.

Au moment où la France traverse une crise politique sans précédent sous la Ve République, Alain Juillet et Marc Touati dressent un tableau sans concession des finances françaises et de son économie.

La France est-elle proche du défaut de paiement, de la banqueroute ? Attention, danger!

Titre : "La France en faillite : scandale d'État"

Durée: 00:42:04

Date de mise en ligne : 06/12/2024

Invité: Marc Touati

Publiée sur le compte YouTube : Open Box TV

Rapport: Pour une meilleure

gouvernance de l'OSINT

Category: 2020-2030, Actualités, Renseignement

27 décembre 2024



Rapport Synopia (novembre 2024)

En novembre 2024, Synopia, grâce au travail de son groupe d'experts de haut niveau, a publié son 2° rapport sur l'OSINT (*Open Source Intelligence*). Nous en présentons ici un résumé.

Commentaire AASSDN: Le *Think tank Synopia* qui prend une place croissante dans la réflexion sociétale et stratégique vient de publier son deuxième rapport sur l'*Osint*. En quelques années le renseignement par sources ouvertes a quitté les rives des spécialistes du cyber et devenir essentiel pour les Administrations, les Services et les Entreprises. Au-delà de la technique et des outils il est réconfortant de voir que l'analyste, l'homme croisant expérience et intuition, est le maillon clé à condition qu'il ne se laisse pas submerger par l'émotion, les *a priori* et les idéologies.

Le problème est que, contrairement à beaucoup d'acteurs étrangers de tous ordres, tous n'ont pas mesuré l'utilité de ce moyen révolutionnaire qui permet de comprendre et d'anticiper. Il suffit de lire ou d'écouter les médias pour comprendre que la majorité des journalistes l'ignorent, que nos Services ont toujours du mal à intégrer une approche qui remet en cause leurs méthodes traditionnelles, et que la plupart de nos responsables politiques ne savent pas comment utiliser cet apport essentiel pour comprendre le monde réel.

La guerre est devenue hybride, et nous n'avons pas d'amis. Dans le monde de l'information il faut savoir se battre contre les actions de toutes origines qu'elles soient d'influence de

désinformation ou subversives.

L'OSINT, dont l'importance a été mise en lumière avec le conflit russo-ukrainien, consiste à utiliser une multitude d'informations accessibles en ligne pour en extraire des renseignements sur des individus, des groupes, des produits, des entreprises et des organisations militaires.

Ce processus nécessite de disposer d'analystes qualifiés, maîtrisant les techniques d'exploration de données et dotés d'un esprit critique pour évaluer avec précision la fiabilité et la pertinence de ces données. Mais l'OSINT nécessite surtout de disposer de capteurs et des logiciels qui aident les analystes à collecter, traiter et analyser plus efficacement les données de source ouverte.

Sur le plan étatique, une vraie prise en compte de l'OSINT s'est opérée ces dernières années au sein des services de renseignement et des administrations. Cependant, c'est au sein des entreprises privées qu'ont eu lieu les évolutions les plus importantes. En effet, au niveau commercial et entrepreneurial, l'OSINT est devenue un instrument essentiel de l'aide à la décision, en particulier dans le domaine de la veille concurrentielle.

En revanche, au niveau des services de l'État, l'OSINT demeure encore un complément d'information délicat à intégrer dans la manouvre du renseignement et parfois regardé avec méfiance, souvent par manque de formation, ou par « culture ».

La plupart du temps **utilisé de façon défensive dans notre pays**, l'information en source ouverte constitue cependant un puissant levier de la **guerre informationnelle** au travers de ses capacités d'influence, de **manipulation des esprits** (cognitif) et de **fabrication de narratifs** ou de contre-narratifs.

De nombreux pays alliés ont bien compris la **menace asymétrique** qu'il constituait et ont développé des programmes de coopération internationale, notamment pour lutter contre le terrorisme. **Mais il reste beaucoup à faire pour tirer le meilleur profit de l'OSINT**, en France comme en Europe. Le travail mené pendant deux ans par Synopia a permis de mettre en lumière la multiplicité des usages de l'OSINT, la diversité des sources d'information et la rapidité stupéfiante des évolutions technologiques.

L'application du principe de l'OSINT aux données web peut être représentée par une chaîne de valeur en six composantes, chacune assumée par des acteurs différents :

- Moteur de recherche web
- Veille web
- Alerte temps réel sur le web
- Protection du risque humain sur le web
- Influence ou contre-influence web
- Stratégie fondée sur des données web

Chaque composante peut ensuite être comprise selon trois grandes étapes de traitement des données : **le questionnement**, **la collecte et l'analyse**.

Des attributs transverses peuvent être associés aux solutions d'OSINT :

- Renseignement défensif et/ou offensif
- Renseignement d'origine ou d'intérêt cyber
- Enjeu de discrétion
- Enjeu de souveraineté numérique

En parallèle des enjeux techniques et opérationnels, deux autres domaines sont apparus comme essentiels :

• La formation

Il existe de multiples formations OSINT, qui consistent en l'apprentissage de techniques pour collecter et analyser les informations publiques, et effectuer une veille stratégique. Certaines formations apprennent également à se prémunir des conséquences d'une analyse trop parcellaire, partisane ou incorrectement sourcée pour une entreprise ou une institution. L'OSINT est enseigné aussi bien de manière offensive que défensive.

Notre rapport dresse un inventaire des principales formations en OSINT.

• Le cadre juridique

Les aspects juridiques, en perpétuelle évolution, sont à appréhender avec rigueur si l'on veut rester dans le cadre légal mais aussi éthique. Les outils de l'OSINT et l'information à laquelle ils donnent accès doivent respecter les contraintes légales et réglementaires applicables, notamment concernant la protection de la vie privée, la gestion des données, l'utilisation d'avatars et l'extra-territorialité. Là encore, la formation des utilisateurs et des destinataires de l'OSINT est nécessaire, de même que le recours aux spécialistes de ces enjeux très pointus (avocats, juristes et professeurs de droit). Le rapport Synopia traite ainsi des différents moyens envisageables qui permettraient d'optimiser l'utilisation de l'OSINT et Synopia recommande qu'une impulsion politique forte structure la filière de l'OSINT, afin de permette à l'État de mieux s'adapter aux évolutions technologiques, voire de les anticiper, et de mieux intégrer les innovations technologiques dans les processus décisionnels, en prenant garde à bien en garder le contrôle. Il en va de sa souveraineté. Le rapport souligne aussi l'importance de préserver la liberté d'action des différentes entités pour leur permettre de s'adapter à ce domaine si évolutif.

Pour en savoir plus, contactez Synopia: synopia@synopia.fr

Synopia 20, rue Georges Bizet F-75116 Paris

Vers une stratégie durable pour la maintenance des équipements militaires

Category: 2020-2030, Actualités

27 décembre 2024



Pour s'adapter aux bouleversements géopolitiques, la France a dévoilé une nouvelle feuille de route pour son industrie de défense. L'augmentation de la production, la refonte des normes et le développement de pôles d'excellence régionaux sont au cœur de cette stratégie.

Commentaire AASSDN: L'industrie de Défense française s'articule autour de 9 grands groupes (*Thalès, Dassault, Safran, Naval Group, Airbus, KNDS¹, MBDA, TechnicAtome, Arquus*), reliés à environ 4 000 sous-traitants (ETI, PME, TPE, laboratoires et centres de recherche). Ce réseau d'entreprises est un atout majeur pour assurer à la France sa souveraineté dans le domaine de la Défense. En outre, ce réseau lui fournit des outils lui permettant de nouer des partenariats stratégiques avec des pays qui souhaitent ne pas être totalement dépendants de tel ou telle grande puissance (Etats-Unis ou Chine notamment) tout en disposant de matériels de la meilleure qualité.

Par ailleurs, c'est un atout pour notre économie tant par les exportations qu'elle réalise (la

France est 2^e ou 3^e exportateur mondial selon les années) que par le fait que l'essentiel des armements est produit en France.

Notons que les centres de recherche et les processus de fabrication de certains équipements de haute technologie, sont particulièrement visés par les Services de nos compétiteurs. C'est pourquoi la France se doit de maintenir, voire renforcer son excellence scientifique et d'assurer la meilleure protection contre les ingérences étrangères.

¹ En 2015, les sociétés Nexter et Krauss Maffei Wegmann (KMW), respectivement systémier intégrateur du Leclerc et du Leopard, se sont regroupées au sein de KNDS afin de devenir le leader européen de la défense terrestre.

Le 24 octobre 2024, sur le site Maîtrise NRBC de la Direction générale de l'Armement à Vertle-Petit, le Ministre des Armées Sébastien Lecornu a dressé la feuille de route que tâchera de suivre l'industrie de défense nationale pour les années à suivre. Un mot d'ordre : relancer « l'esprit pionnier ». Une question se pose alors : quelles sont les forces qui motivent la transformation de la base industrielle et technologique de défense (BITD), et comment y parvenir ?

Impulsions et transformations

D'abord, la priorité est d'augmenter les cadences de production. Depuis février 2022, l'industrie de défense française se prépare à l'éventualité de passer en économie de guerre, avec des mesures concrètes prises par certains des principaux groupes français. Dans cette optique, *MBDA* a annoncé son intention de <u>produire 40 missiles *Mistral-3* par mois à l'horizon 2025</u>, ce qui revient à doubler sa production mensuelle actuelle. De son côté, la DGA apporte une nouvelle forme de support aux entreprises du secteur, <u>avec la création de la Direction de l'industrie de Défense</u>.

L'Île-de-France : l'excellence terrestre, spatiale et électronique

La région parisienne est spécialisée dans les questions spatiales, électroniques et terrestres. Le plateau de Versailles-Satory est le lieu d'implantation de plusieurs grandes entreprises à la réputation mondiale comme KNDS France (ex-Nexter), Arquus mais aussi des institutions étatiques comme la Section Technique de l'Armée de Terre. Utilisé dès l'entre-deux-guerres comme terrain d'entraînement militaire, le plateau de Satory sera de plus en plus utilisé à partir des années 1960-1970. Le plateau se transforme en 2020 avec la création de nouvelles pistes d'essais destinées aux besoins de R&D de l'Armée de terre et plus généralement de l'industrie de défense française. La région francilienne n'est pas en reste dans le domaine de l'électronique, notamment par le nombre important de clusters et des laboratoires innovants, à l'image de Paris Saclay et de l'École Polytechnique. Le secteur spatial est quant à lui représenté par Ariane Groupe, Thalès, Airbus Defence and Space et Aresia.

L'Occitanie et la Nouvelle-Aquitaine : le cœur de l'aéronautique

L'aéronautique est particulièrement bien développée en Occitanie et en Nouvelle-Aquitaine, régions qui abritent de nombreux sites et entreprises majeurs, comme <u>Dassault Aviation à Mérignac et Biarritz</u>, ou encore <u>Safran</u> et <u>Airbus Defence & Space à Toulouse</u>. Cette concentration géographique est également le fruit d'une histoire riche. En effet, la création en 1915 du Centre d'Instruction des Spécialistes de l'Aviation à Bordeaux, ainsi que

l'établissement de nombreuses bases aériennes dans la région, ont contribué à l'ancrage historique des industriels de l'aéronautique dans cette partie de la France.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur : territoire de l'Aéronavale

L'industrie aéronavale est très présente en PACA, avec des entreprises comme <u>Dassault</u> <u>Aviation à Istres, Airbus Helicopters à Marignane</u> et <u>Naval Group à Ollioules</u>. Cette présence s'explique par le fait que le <u>premier hydroaéroplane</u> a été conçu localement, créant un environnement propice au développement de ce secteur. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, une partie des avions de chasse et des hydravions y a été produite. Post-1945, plusieurs entreprises se sont installées dans la région, notamment la <u>Société Nationale de Constructions Aéronautiques du Sud-Est</u>. Aujourd'hui, la région demeure <u>un endroit clé dans la production et la construction d'armement et d'équipements aéronavals</u>, tout en développant régulièrement la recherche et l'innovation.

La Bretagne et la Normandie pour la puissance navale

Autre pôle d'excellence, les régions bretonne et normande se sont spécialisées dans l'industrie navale, avec des implantations du géant *Naval Group* à Brest, Lorient, Nantes-Indrets et Cherbourg. L'entreprise emploie plus de 3 000 salariés en région normande, notamment sur le <u>site de Cherbourg.</u>

Cependant, cette territorialité se manifeste également en dehors des principaux pôles. Par exemple, on peut citer *Eurenco*, spécialiste des poudres et des explosifs, à Bergerac, ainsi que les différents sites de MBDA à Selles-Saint-Denis et à Bourges, sans oublier le site historique de production de KDNS France à Roanne. En plus de dynamiser économiquement des régions parfois en marge, cette territorialité pourrait être renforcée pour constituer une véritable force de production, notamment grâce à l'implantation d'un réseau de réservistes de la DGA.

Des industriels étatiques en recherche d'efficacité

Si les grands maîtres d'œuvre industriels privés sont répartis sur tout le territoire français, c'est également le cas des institutions de l'État chargées des questions d'armement et de sa maintenance. Dispersées dans toutes les régions de France, les industriels d'État sont des exemples du maillage territorial des services publics de l'armement : la <u>Structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres</u>, le <u>Service de la maintenance industrielle terrestre</u> à Versailles ainsi que les <u>12ème</u>, <u>13ème</u> et <u>14ème</u> base de soutien du matériel, le <u>Service de Soutien de la Flotte</u> à Paris, Brest et Toulon, mais aussi la <u>Direction de la Maintenance aéronautique</u>, qui est implantée sur 17 sites différents à travers la France. La DGA est elle aussi répartie sur des <u>centres</u> d'expertises et d'essais dans diverses régions.

Le 2 octobre 2024 paraît le rapport d'information n°4, par la Commission des finances, à propos du maintien en condition opérationnelle des équipements militaires. Cette étude a révélé que, malgré des efforts conséquents, le maintien en condition opérationnelle ne répond pas aux besoins actuels. Les problèmes concernant la disponibilité des matériels et le coût élevé des contrats de maintenance sont trop importants. En outre, il est question de repenser la stratégie de maintenance de l'armement français, en impliquant de façon plus directe les TPE-PME françaises. Il est par ailleurs fait mention de la possibilité de ré-internaliser une partie de la maintenance militaire, ce qui sous-entend de renforcer le maillage territorial de la

maintenance. La question de l'état des recrutements a également été mentionnée, notamment la fidélisation et la formation des personnels de la maintenance militaire et du secteur de l'armement en général.

L'humain et la formation : moteurs de développement

Si la voie royale pour devenir ingénieur de l'armement reste Polytechnique et l'École nationale supérieure de techniques avancées, les concours restent ouverts à tous les diplômés d'écoles d'ingénieurs. En dehors des grands corps d'ingénieurs, les universités proposant des maîtrises « Défense et Sécurité » ou des cursus d'intelligence économique intéressent de plus en plus à la fois les entreprises, mais aussi les <u>services de la DGA</u>.

Du point de vue opérationnel, il est tout à fait possible de développer et de renforcer l'intérêt du monde ouvrier et technique pour l'industrie de défense. MBDA et *Naval Group* l'ont fait, avec respectivement 2 600 et 4 500 recrutements au cours des dernières années. Pour accélérer cette capacité à recruter, il faut également offrir plus de visibilité aux entreprises et aux institutions. Uniquement au travers de la filière de la maintenance en condition opérationnelle, 25 formations certifiantes sont ainsi proposées par le ministère des Armées et des Anciens combattants, dont plusieurs bacs professionnels et un certain nombre de BTS. En renforçant le lien Armée-Nation, voir même BITD-Nation, ainsi que la formation à tous les échelons de la BITD, la France participe à donc sa souveraineté. Ainsi, le secteur de l'armement doit se réformer, recruter et impulser si il veut retrouver son esprit « pionnier ».

Theo MOREAU pour le <u>club Défense de l'AEGE</u> 22 novembre 2024

La France face à ses défis ultramarins : le cas stratégique de la Nouvelle-Calédonie

Category: 2020-2030, Actualités, Asie Pacifique, Videos en ligne

27 décembre 2024



Pour le député loyaliste, la « faiblesse de la France » à l'égard des indépendantistes est la cause de l'impasse politique en Nouvelle-Calédonie. L'attitude « paternaliste » encourage les revendications et un discours au « biais victimaire ». Faute de vision et d'ambition, la France fragilise sa position sur l'archipel au bénéfice d'autres puissances, comme la Chine.

Commentaire AASSDN: Il est regrettable que les gouvernements successifs depuis des décennies n'aient pas défini et mis en œuvre une stratégie claire et de long terme dans laquelle les Outre-mer seraient considérés comme des composantes indispensables à une nouvelle puissance française.

Cette puissance reposerait notamment sur la position stratégique de ces DROM-COM, et sur leurs ressources naturelles, celles de leurs terres et de leur ZEE.

Rappelons que la superficie de la France n'est pas de $550~000 \, \mathrm{km^2}$ comme on a coutume de le dire, mais de $670~000~\mathrm{km^2}$ de terre (et de plus de $11~000~000~\mathrm{km^2}$ de ZEE).

Revue Conflits:

Vous-même avez une histoire particulière. Vous êtes originaire de ce qu'on appelle la « Brousse » de Nouvelle-Calédonie, et parmi vos ancêtres figurent aussi bien des communards déportés que des membres de la haute société française et nouméenne. Vous avez aussi du sang belge, anglais et bosniaque dans vos veines, et vous parlez avec ce qu'on appelle parfois l'accent caldoche. À 17 000 km de Paris à vol d'oiseau, qu'est-ce que cela signifie pour vous d'être « Français » ? Est-ce différent d'un « Français de métropole » ?

Nicolas Metzdorf : Mon histoire n'est pas forcément unique, car beaucoup de Calédoniens d'origine européenne sont comme moi. Ils ont des ancêtres qui viennent d'horizons divers, liés à l'évangélisation, avant même la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie. Par exemple, un de mes ancêtres était pasteur et est arrivé en 1843, alors que la prise de l'île n'a eu lieu officiellement qu'en 1853. Dans la lignée des « Caldoches » (les Européens nés en Nouvelle-Calédonie), on trouve des évangélistes, des bagnards, des pionniers, des aventuriers, des baleiniers. Et du côté de ma mère, il y a un ancêtre plus récent : mon grand-père, qui a fui le

régime de Tito en Yougoslavie parce qu'il était monarchiste. Il s'est exilé en Australie et a rencontré ma grand-mère calédonienne, qui y était en vacances. Mais, en Nouvelle-Calédonie, je ne suis pas du tout une originalité.

La différence pour nous, Français du Pacifique, c'est que nous devons nous battre pour rester Français. En métropole, les gens naissent Français, vivent Français et meurent Français, c'est presque une évidence. Mais nous, nous devons lutter pour que nos enfants, et même pour que nous-mêmes, restions Français. Cela nous donne un rapport à la France qui est peut-être plus fort. J'ose dire plus fort, car pour nous, la France, c'est un peu un idéal, un « graal » pour lequel nous nous battons. La France représente pour nous une grande puissance qui nous protège et qui porte des valeurs suprêmes. Quand on n'a pas à se battre pour être Français, on ne se rend pas compte de ce que cela signifie. C'est là notre différence avec les métropolitains.

Aujourd'hui, avec l'axe Indo-pacifique, la Nouvelle-Calédonie a une importance géostratégique importante. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Je suis fatigué d'entendre ça et de voir que rien ne se fait. On entend partout, surtout en métropole, que la Nouvelle-Calédonie a une position géostratégique clé. C'est devenu un discours en boucle, mais concrètement, que se passe-t-il ? Rien. Nous avons un quart des ressources mondiales de nickel, que nous vendons aux Chinois, et aucun minerai calédonien, donc français et européen, n'arrive en Europe, alors que le nickel est crucial pour les batteries de voitures électriques. Nous avons une zone économique exclusive de 1,3 million de kilomètres carrés, mais il y a seulement 16 bateaux de pêche calédoniens, et la France ne fait rien pour exploiter cette zone, ni pour la pêche ni pour les ressources sous-marines. Pire, le chef d'état-major des armées a même affirmé récemment en commission que la France n'était pas taillée pour protéger la Nouvelle-Calédonie en cas de conflit[1]. On a voté trois fois pour rester Français, et on nous dit qu'on ne sera pas défendu. Sommes-nous des Français de troisième catégorie ? Alors, on nous parle sans cesse de cette importance géostratégique, mais il n'y a aucune action concrète.

Vous touchez un problème qui concerne l'ensemble des territoires outre-mer, la France ne sait pas quoi en faire.

Oui, je le pense. La relation est malsaine : la France veut garder ses Outre-mer, mais sans ambition pour eux. Elle voit ces territoires comme un coût, sans valeur ajoutée. En retour, les Ultramarins se sentent comme des mendiants, car ils n'ont pas les moyens de développer leurs territoires, faute d'une vision stratégique de l'État. Tant qu'il n'existe pas d'ambition française pour les territoires ultramarins, on restera dans cette relation de mendicité malsaine. On parle souvent de la France comme deuxième puissance maritime mondiale, mais sans stratégie, cela ne veut rien dire.

La France manque de cohérence. Nous avons eu sept ministres des Outre-mer en sept ans! Cela prouve qu'il n'y a pas de stratégie à long terme. Quand on voit la France présente sur les trois grands océans, sur tous les fuseaux horaires du monde, avec des territoires dotés de ressources incroyables, il est frustrant de constater ce manque de vision. Par exemple, la Polynésie française est plus grande que l'Europe en superficie maritime, la Nouvelle-Calédonie est aussi vaste que la Belgique, avec un quart des ressources mondiales de nickel, la Guyane est grande comme le Portugal. La France a des joyaux qu'elle n'utilise pas. Et si la France ne

prend pas conscience de la valeur de ses territoires, d'autres puissances viendront les exploiter.

La France se concentre beaucoup sur la construction européenne et sur son rôle continental. Pensez-vous qu'elle devrait privilégier son action avec les Outre-mer avant de se focaliser sur l'Europe ?

Le problème d'être présent sur tous les fuseaux horaires est qu'il faut être puissant économiquement et militairement. Je pense que la France aujourd'hui n'est plus assez puissante, donc elle doute et se referme sur elle-même. Il y a un fantasme de la grandeur passée, mais elle a perdu son ambition.

Pour en venir à la question identitaire, en Nouvelle-Calédonie, la population est souvent perçue en métropole comme divisée entre les Blancs loyalistes et les Kanak indépendantistes. Pourquoi est-ce plus complexe que cela ? Quelles sont les implications politiques ?

C'est plus compliqué, car la Nouvelle-Calédonie est très diverse. La communauté Kanak représente environ 45 voire 50 % de la population, mais il y a aussi 27 % d'Européens (recensement de 2019), 10 % de Polynésiens, 6 ou 7 % d'Asiatiques et des métis. Le clivage n'est donc pas simplement entre kanak et Blancs. Les indépendantistes représentent surtout les Kanak, car le projet indépendantiste est un projet identitaire, un projet « kanako-kanak ». Les autres communautés, voyant dans l'indépendance une perte de beaucoup de choses, se réfugient dans les valeurs universalistes de la France. Cependant, même parmi les Kanak, il y a des divergences. Certains indépendantistes sont radicaux et plutôt pro-chinois, ce sont eux à l'origine des problèmes, ce qui rend difficile le dialogue, tandis que d'autres sont modérés et ouverts à la discussion.

Vous parliez des ingérences étrangères. Les indépendantistes radicaux sont-ils manipulés ?

Les indépendantistes radicaux ne sont pas manipulés, ce serait une erreur de les sous-estimer. Ils sont parfaitement conscients de leurs actions et recherchent activement des soutiens extérieurs pour renforcer leur cause. Ce ne sont pas des acteurs passifs. Ils agissent avec une stratégie claire et une organisation bien structurée. Il ne faut pas les voir avec un regard paternaliste ou condescendant, car ce sont des personnes intelligentes et déterminées, prêtes à tout pour atteindre leur objectif : que la France quitte la Nouvelle-Calédonie.

On a pu le constater lors des récentes émeutes. Ce n'était pas une simple manifestation de colère spontanée ; tout était planifié avec une logistique précise et une hiérarchie établie. Ils ont même mis en place des tactiques pour contourner les contrôles de police, ce qui montre leur niveau d'organisation. On n'est pas dans des émeutes de banlieue classiques, c'est un mouvement très structuré et orienté vers un but politique bien défini.

Les dernières émeutes de mai ont clairement montré que les 35 ans de concessions (si on inclut les accords de Matignon) n'ont abouti sur rien. Quelles sont les raisons de l'échec ?

Les raisons de l'échec, c'est avant tout la faiblesse de la France. Elle croit qu'en étant gentille

avec tout le monde, elle obtiendra des résultats. Je ne dis pas qu'il faut être sévère pour le plaisir, mais il faut l'être avec ceux qui refusent la démocratie, ceux qui rejettent les valeurs humanistes et universelles. Et bien sûr, il faut être constructif avec ceux qui défendent ces valeurs.

On l'a bien vu : les gendarmes ont été pris pour cible avec des armes lourdes, plus de 350 fois, il y a eu plus de 100 gendarmes et policiers blessés, et deux gendarmes tués. Et là, on va négocier avec le parti politique qui a provoqué cette violence ? Oui, il faut discuter, regarder l'histoire de la Nouvelle-Calédonie sous tous ses aspects, mais il est essentiel de refuser de dialoguer avec ceux qui utilisent la violence pour faire avancer leur cause.

Je pense que c'est un problème d'ADN pour la France : elle a une approche repentante, qui finit par lui faire du mal. On perd le bon sens dans la gestion de ce dossier. En agissant ainsi, nous encourageons un certain biais victimaire. Il y a une forme de néocolonialisme dans cette approche française, où on pense à tort qu'il faut être paternaliste, où l'on dit : « Oh, les pauvres... » Alors qu'en réalité, ce sont des gens intelligents, instruits, souvent formés en métropole, qui sont tout à fait capables.

Ce n'est pas une question de leur donner des concessions pour les apaiser. Il faut traiter d'égal à égal. Quand on est ferme avec les indépendantistes, on impose une forme de respect.

Depuis 35 ans, les blessures du passé sont reconnues, des concessions sont faites. Pourquoi la haine continue ?

Je pense qu'il y a eu, en Nouvelle-Calédonie, un fait colonial. Je ne suis pas de ceux qui le nient. La colonisation a eu ses côtés positifs, mais aussi ses aspects négatifs. Après les événements de 1988, il y avait effectivement des justifications à la lutte kanak : ils n'avaient pas accès aux pouvoirs ni aux responsabilités économiques. C'était vrai, et c'est pour cela qu'il y a eu, pendant quarante ans, un rééquilibrage économique, politique et sociologique.

Mais aujourd'hui, une jeune génération kanak radicalisée a idéalisé le combat des années 1984-88, et fait de kanaky le rêve ultime. On assiste à une forme de fondamentalisme indépendantiste. Ce qui, au départ, était une lutte que l'on pouvait comprendre s'est transformé en une haine de l'autre et de la France. Ils refusent de reconnaître les efforts et le rééquilibrage qui ont pourtant été mis en place.

Malgré le fait que le gouvernement de Nouvelle-Calédonie soit dirigé par les indépendantistes, que deux provinces sur trois et 26 communes sur 33 soient aux mains des indépendantistes, qu'il existe un Sénat coutumier et que la fiscalité de Nouméa, majoritairement non-indépendantiste, finance des projets pour tout le territoire, cette jeune génération continue de voir la Nouvelle-Calédonie comme un système colonial oppressif pour les kanak. En fait, ils préfèrent maintenir ce discours de victime, car cela les arrange politiquement.

Pour rentrer un peu plus en profondeur dans le sujet et questionner les paradoxes, les indépendantistes comme les autonomistes voudraient techniquement être différenciés de la France, mais réclament plus d'action de l'État. Certains reprochent une sorte « d'égoïsme » calédonien, où on rejette l'appartenance à la France tout en profitant de ses financements, de ses forces de sécurité, de sa puissance diplomatique, etc. ?

Il y a une ambiguïté chez les indépendantistes, mais pas chez les autonomistes. Les autonomistes demandent seulement à l'État de gérer ses fonctions régaliennes, comme la défense et la justice, tandis que la Nouvelle-Calédonie assume ses propres compétences, comme la santé et l'éducation. Nous restons français tout en étant autonomes, un peu comme des États américains.

Les indépendantistes, eux, veulent l'indépendance totale tout en réclamant des fonds de l'État, qu'ils justifient par le passé colonial.

Sur le droit de vote, n'êtes-vous pas vous-même un peu ambigu ? Vous ne voulez pas que le dernier venu de la métropole puisse voter, mais vous réclamez le droit de vote pour des gens qui sont arrivés après les Kanak... N'est-ce pas là un argument que vous donnez à vos adversaires ?

Je soutiens fondamentalement une ouverture du corps électoral à six mois. Mais à la suite des négociations, on s'est accordé sur trois ans maximum. Mais en tant que rapporteur du texte sur le dégel du corps électoral, je n'ai pas le choix de présenter la limite de dix ans, j'y suis obligé, même si je suis en désaccord. D'ailleurs je l'ai bien dit. C'est l'État qui a décidé ça, par faiblesse. Plutôt que de dire « C'est six mois ou rien », ils ont cherché un soi-disant juste milieu en fixant dix ans glissants. Mais finalement, ce compromis ne satisfait personne, surtout pas les indépendantistes radicaux, qui continuent d'exiger plus.

Quelles seraient les solutions de sortie de crise selon vous ?

La solution de sortie, c'est de respecter les trois référendums : la Nouvelle-Calédonie est française, et toute discussion de statut doit partir de ce principe. Je suis autonomiste, car à 17 000 km, il est logique de vouloir se gérer soi-même. Mais le passeport reste français, la nationalité aussi, et le statut de la Nouvelle-Calédonie fait partie de la Constitution. Tant que les Calédoniens restent Français, on peut tout discuter.

Cependant, si la France n'est pas assez forte pour imposer ce choix, nous ne nous laisserons pas oublier ni mépriser, comme les pieds-noirs. Nous avons appris de l'histoire.

Vous disiez dans une récente vidéo (<u>ITW NC</u>) qu'un accord avait presque été conclu, mais qu'il a échoué. Pourquoi ? Dans les négociations, quels sont les sujets sur lesquels aucun compromis n'est possible, et les points sur lesquels on peut se retrouver ?

Les négociations ont échoué à cause des indépendantistes radicaux. Ils refusent que les Français, même après un certain temps de résidence, puissent voter, et ils exigent un nouveau référendum sur l'indépendance dans trois ans. Les modérés, eux, n'ont pas voulu signer sans l'accord des radicaux, ce qui a tout bloqué.

Les indépendantistes sont très habiles en négociation : ils ne bougent pas d'un pouce. Ils forment un bloc rigide, qui reste inflexible en attendant que la France fasse des concessions. Chaque fois que l'État cherche à les amadouer, ils tiennent leur ligne et récoltent davantage.

Ce bloc indépendantiste est parfaitement homogène dans sa vision. Leur identité kanak est liée à leur revendication d'indépendance ; pour eux, on ne peut être pleinement Kanak sans

indépendance. Ils ne se définissent pas par des idéologies de droite ou de gauche, mais par leur appartenance ethnique.

Propos de **Nicolas METZDORF** (*) recueillis par **Guy-Alexandre LE ROUX** Revue *Conflits*

(*) Nicolas Metzdorf est né le 20 mai 1988 à Nouméa (Nouvelle-Calédonie). Ingénieur agronome de formation, fondateur du parti Générations NC en 2019, il a été élu maire de La Foa en 2020, député de la 2º circonscription de Nouvelle-Calédonie en 2022, puis de la 1^{re} en 2024. Loyaliste, il défend une vision pro-française qui s'incarne dans l'autonomie et s'oppose à l'indépendance de l'archipel.

[1] Audition du CEMA, Assemblée nationale, 25 septembre 2024.

Source photo : <u>Google Maps</u>

L'ESA signe avec Hemeria pour sa première mission de nanosatellite de météorologie spatiale

Category: 2020-2030, Actualités, Europe de l'Ouest, Renseignement

27 décembre 2024



Commentaire AASSDN: Un beau succès pour l'industrie spatiale française dans le domaine des nanosatellites.

Notons en outre que sur un plan opérationnel, la prévision des conditions météo est essentielle dans le recueil du renseignement et dans les décisions d'engagement des forces.

L'Agence spatiale européenne a signé avec Hemeria un contrat d'une valeur de 9,8 millions d'euros pour la conception, la construction et l'exploitation de Swing, la première mission de nanosatellite de météorologie spatiale de l'ESA.

Swing vise à démontrer la capacité des nanosatellites à recueillir des données de météorologie spatiale et à accompagner la dynamique de commercialisation dans l'ère du nouvel espace.

Le 20 novembre 2024, l'Agence spatiale européenne a signé avec <u>Hemeria</u> (France) un contrat pour développer la première mission de nanosatellite de météorologie spatiale de l'Agence : *Swing (Space Weather Ionosphere Nanosat Generation)*. Le satellite observera l'ionosphère, une couche de l'atmosphère qui influe sur les services de communication et de navigation, et fournira des données pour des applications opérationnelles de météorologie spatiale.

« A titre individuel, les nanosatellites offrent une opportunité innovante de mettre en œuvre des missions spatiales peu couteuses et spécifiques. En tant que constellation, ils peuvent constituer un élément efficace du système européen de surveillance de la météorologie spatiale. Avec Swing, nous allons démontrer la pertinence des nanosatellites en tant qu'éléments d'un système de météorologie spatiale, et en tant que moyen d'amener l'industrie à participer à la surveillance de la météorologie spatiale », explique Juha-Pekka Luntama, chef du bureau de météorologie spatiale du Programme de sécurité spatiale de l'ESA.

- « Comprendre le comportement de l'ionosphère est essentiel afin de mettre en place des services de navigation et de communication fiables. Les particules chargées électriquement qu'elle contient peuvent avoir des conséquences critiques sur les services GNSS de haute précision en provoquant des erreurs de positionnement ou de synchronisation. Les données de Swing permettront de mieux comprendre les effets de la météorologie spatiale et de fournir des prévisions précises sur l'état de l'ionosphère », déclare Melanie Heil, coordinatrice du segment spatial au Bureau de météorologie spatiale de l'ESA et responsable du projet Swing.
- « Les phénomènes météorologiques spatiaux constituent un risque majeur pour nos infrastructures sur Terre et dans l'espace », note Holger Krag, responsable du Programme de sécurité spatiale de l'ESA. « Le développement d'une capacité de météo spatiale capable de fournir des informations exploitables aux opérateurs européens d'infrastructures critiques est l'un des principaux objectifs du programme. »
- « Hemeria est ravi d'accompagner la première mission de météorologie spatiale de l'Agence spatiale européenne. Je suis également heureux de constater que notre évolution vers les services de données soit ainsi saluée, en cohérence avec l'émergence rapide de notre division "Intelligence et Data", qui fournira donc les données spatiales à l'ESA », déclare Nicolas Multan, PDG d'Hemeria.

Swing, le satellite et ses instruments

Swing adoptera une orbite héliosynchrone (SSO), un type particulier d'orbite polaire qui permet au satellite de toujours visiter un même endroit à la même heure locale. À une altitude comprise entre 500 et 600 km, le nanosat effectuera des mesures in situ de l'ionosphère et suivra son évolution dans le temps.

Le satellite sera conçu par Hemeria sur la base de sa plate-forme de nanosatellites HP-IOT. La charge utile sera composée des quatre instruments suivants :

- DREAM Moniteur de rayonnement CNES, Steel Electronique (France);
- XFM-NS Moniteur de rayons X Isaware (Finlande);
- mNLP Sonde de Langmuir EIDEL (Norvège);
- Aguila Instrument GNSS RO Syntony (France).

Les données de la mission seront intégrées dans des modèles numériques de météorologie spatiale qui fourniront des prévisions météorologiques ionosphériques précises à la communauté des utilisateurs. Les données de la mission Swing seront également précieuses pour la recherche scientifique sur la haute atmosphère.

Le satellite sera construit par Hemeria en tant que maître d'œuvre, ce qui comprend l'acquisition des instruments, le développement, l'intégration, les essais, la campagne de lancement, la mise en service dans l'espace de la plate-forme du satellite ainsi que les opérations du satellite. Le satellite sera assemblé dans les installations d'Hemeria à Toulouse. Le centre d'opérations de la mission, qui fournira à l'ESA les données de météorologie spatiale traitées, est sous-traité à Planetek (Italie).

Le lancement de Swing est prévu pour 2026 et le début du service de données pour 2027.

Légende de la photo : Hemeria est maître d'œuvre du satellite Swing de l'ESA

CP. Missiles Mistral 3 : Les pays européens se regroupent pour sécuriser l'espace aérien

Category: 2020-2030, Actualités, Armement, Europe de l'Ouest, Technologies, Union Européenne 27 décembre 2024



L'acquisition conjointe de missiles *Mistral 3* par la France et huit pays européens retenue par la Commission Européenne. Ce projet déposé par la France a été annoncé comme faisant partie des 5 projets retenus le 14 novembre 2024 par la Commission européenne. Il bénéficie à la Belgique, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Roumanie, l'Espagne, la Slovénie et le Danemark, et la France. Il s'inscrit dans le cadre du dispositif EDIRPA (*European Defence industry reinforcement through common procurement act*), destiné à renforcer la dynamique et la vitalité de l'industrie européenne de défense via des acquisitions communes. La Direction générale de l'armement (DGA) sera en charge de procéder à cette acquisition auprès de la société MBDA, pour un volume global de 1 500 Mistral 3.

Cette sélection confirme l'excellence du projet au profit du renforcement des systèmes de défense anti-aérienne et anti-missiles des États membres participants. Elle valide la volonté des pays européens partenaires de coopérer ensemble face aux défis grandissants de sécurité de l'espace aérien, au travers de l'agrégation de leurs demandes, ce qui contribue également, en donnant de la visibilité, à la compétitivité, robustesse et résilience de la base industrielle et technologique de défense européenne. L'arrangement de coopération cadre avait été signé le mercredi 19 juin 2024 en marge du salon Eurosatory.

Le missile Mistral 3 Le Mistral 3 est un missile de défense sol-air de très courte portée fonctionnant en mode « tire et oublie ». Sa vitesse et sa manœuvrabilité font de lui un armement très efficace sur tous types de cible : chasseurs, avions de transport, hélicoptères, drones, missiles de croisière, munitions rodeuses. D'une longueur inférieure à deux mètres avec un poids inférieur à 20 kg, il est facilement opérable.

Centre médias du ministère des Armées et des Anciens combattants - *Paris, le 19 novembre 2024*

Rappel du communiqué de MBDA du 19/06/2024 L'Europe franchit une nouvelle étape pour l'acquisition conjointe de Mistral 3

La France, la Belgique, Chypre, l'Estonie et la Hongrie ont signé le 19 juin un accord-cadre de coopération, permettant l'acquisition conjointe du système de défense antiaérienne sol-air *Mistral 3*.

Piloté par la Direction Générale de l'Armement (DGA), avec le soutien de MBDA, cet accordcadre permet aux nations partenaires de bénéficier d'un processus d'acquisition optimisé, afin de répondre aux besoins des forces armées. Il peut également être étendu au-delà des cinq pays pionniers, plusieurs autres nations ont ainsi déjà fait part de leur intérêt pour rejoindre cette coopération.

Eric Béranger, CEO de MBDA, a déclaré: « Cette signature est une étape importante pour la coopération de Défense au sein de l'Union européenne, au profit de la souveraineté de ses Etats membres. La mise en place de l'accord va nous permettre d'accroître l'efficacité de notre outil industriel et, ainsi, d'améliorer encore la résilience de la base industrielle et technologique de défense européenne. »

Le *Mistral 3*, actuellement en service au sein des forces armées françaises, est un missile de défense antiaérienne équipé d'un autodirecteur à imagerie infrarouge et doté de capacités avancées de traitement d'image. Affichant un taux de succès supérieur à 96% et une fiabilité supérieure à tous les systèmes de défense sol-air à courte portée existants, il peut engager depuis de grandes distances des cibles à faible signature thermique telles que des drones, des missiles à turboréacteur et des navires d'attaque rapides.

Source: https://newsroom.mbda-systems.com

A propos de MBDA

MBDA est un groupe européen multinational unique, un leader mondial dans le domaine des systèmes d'armes complexes, jouant un rôle clé dans la protection des nations. Créé dans un esprit de coopération internationale, MBDA et ses plus de 15 000 collaborateurs travaillent ensemble dans l'objectif de soutenir la souveraineté nationale de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne et du Royaume-Uni, ainsi que des pays alliés dans le monde entier.

En tant qu'accélérateur d'innovation, MBDA est le seul groupe européen capable de concevoir et de fabriquer des armes complexes pour répondre à toutes les exigences opérationnelles, actuelles et futures, des trois forces armées (Terre, Mer et Air).

MBDA est détenu par Airbus (37,5 %), BAE Systems (37,5 %) et Leonardo (25 %).

Source photo: mistral 3 - © MBDA